

4pm | 9 Mars, 2019

Préambule

Le Centre d'analyse des élections (EAC) du Centre pour la Démocratie et le Développement a déployé des observateurs dans 17 États du champ de bataille et exposés à la violence. Notre unité de suivi et d'analyse des fausses informations a poursuivi ses activités de suivi et de lutte contre les fausses informations et les discours de haine tout au long de la période électorale. Pour sa part, notre EAC, qui est composée d'éminents experts en matière d'élections et de démocratie, ont repris ses travaux pour couvrir les élections des gouverneurs et des Assemblées législatives des États. Ce rapport préliminaire couvre la période allant de 7h00 à 14h00

1.1 Incendie criminel et perturbation du vote

Avant le début du vote, nos observateurs ont signalé un certain nombre d'incidents susceptibles de perturber le vote.

Dans l'État de Benue, des truands armés ont détruit une école primaire catholique romaine à Aya, contenant du matériel électoral destiné au quartier Mbalom dans l'administration locale de Gwer East. Cependant, aucun responsable électoral n'a été blessé. En outre, un jeune personnel ad hoc a été pris en otage dans le bureau de vote Manger II du centre d'enregistrement de Mbanyagber dans l'administration locale de Tarka, qui compte 538 électeurs inscrits. Au centre d'enregistrement (RAC) de Yandev North, dans l'administration locale de Gboko, les responsables des élections ont été attaqués à deux reprises. Le nombre d'électeurs inscrits touchés par la perturbation est de 8 437.

Dans l'État d'Ebonyi, des bandits ont incendié trois centre d'enregistrement d'Okposi détruisant du matériel électoral. Environ 75 bureaux de vote ont été touchés et quelque 36 392 électeurs inscrits ont peut-être été privés de leurs droits.

Cette situation est extrêmement troublante et nous appelons toutes les agences de sécurité concernées à veiller à ce que les mesures appropriées soient prises pour prévenir de nouveaux actes de violence susceptibles de perturber le vote et, qui peuvent avoir un impact négatif sur le résultat des élections.

1.2 Ouverture des bureaux de vote

La plupart de nos observateurs nous ont donné l'impression que la plupart des bureaux de vote dans leur état de déploiement étaient ouverts aujourd'hui au moment voulu. Le matériel et le personnel électoraux sont arrivés à l'heure dans la plupart des États. Cela contraste vivement avec les scrutins présidentiels et de l'Assemblée nationale dans lesquels l'ouverture tardive des scrutins était répandue.

1.3 Utilisation des lecteurs de cartes à puce

Les rapports de nos observateurs indiquent que l'utilisation des lecteurs de cartes à puce est restée problématique dans différentes régions du pays. Parmi les trois fonctions des lecteurs de carte à puce -- l'authentification, l'accréditation et capture biométrique - le défi semble plus commun avec la capture biométrique. Dans certains bureaux de vote où ils ont délibérément refusé d'utiliser les lecteurs de cartes à puce, nos observateurs ont signalé qu'ils avaient voté manuellement dans ces bureaux de vote tels que l'école primaire Kazawa dans le quartier Kazawa du district sénatorial central et le quartier de Unwanar Ganji Open Space à Rimi Gado de Rimi Gado District Sénatorial de Kano Nord.

1.4 Déploiement et bien-être du personnel ad hoc

Malgré la promesse de l'INEC d'améliorer la sécurité et le bien-être des personnels ad hoc membres lors de ces élections, les premières heures du jour du scrutin ont été marquées par des protestations de membres du personnel ad hoc qui ont menacé de ne pas s'acquitter de leurs fonctions jusqu'à ce que l'INEC dégage le Paiement en attente. Par exemple, dans le bureau de vote 03 d'Angbadi / Aganju Aka, dans l'administration locale d'Ojo de l'État de Lagos, nos observateurs ont signalé une manifestation de certains personnels ad hoc lésés.

Nous avons également reçu des plaintes similaires au centre d'enregistrement de Bolade, administration locale d'Oshodi; et le centre ijora Oloy ; administration locale d' Apapa , tous deux dans l'État de Lagos; et dans les quartiers 5 et 7 de Oyo Central, dans l'état d'Oyo.

Nos observateurs ont aussi rapporté des cas dans lesquels des politiciens ont offert de l'argent aux fonctionnaires ad-hoc. Par exemple, dans a Ikosi Senior High school à Ikosi-Ketu, à Kosofe-Lagos, un officier président a affirmé que des hommes politiques leur avaient offert N5 000 a chacun, qu'ils avaient refusés. Le personnel ad hoc a refusé l'offre, mais a exigé au contraire un pot-de-vin de de N40 000, tandis que certains d'entre eux ont demandé N20 000

1.5 La situation de sécurité et la violence électorale

Nos observateurs ont signalé les incidents de violence suivants le jour du scrutin:

- » Des cas d'assassinat ont été signalés dans l'administration locale d'AhoadaWest dans l'état de Rivers ; Ndoni, Ogba / Egbema / Ndoni, Rivers;
- » Enlèvement d'un jeune officier ad hoc dans le quartier d'Etinan, dans l'État d'Akwia Ibom;
- » Affrontements violents entre agents du parti et responsables de l'INEC à Achida, dans le district de Wurno, à Sokoto, dans le bureau de vote 003;
- » Dans l'État d'Oyo, il y aurait eu des cas d'intimidation des électeurs dans l'administration locale d'Ogbomosho où des groupes armés dans les bureaux de vote 5, 6 et 7 obligeaient les électeurs à montrer leur bulletin de vote après le vote - une action décourageant plusieurs électeurs de voter.
- » Dans l'État d'Imo, les bureaux de vote 010A et 010B de Mbutu Ward, dans l'administration local d'Aboh Mbase de l'État d'Imo, il y avait le bourrage ouvert des bulletins de vote. Ce bureau de vote est le bureau de vote de l'ancienne vice-présidente de la Chambre des représentants et candidate du PDP aux élections d'aujourd'hui, Emeka Ihedioha.

1.6 Achat de votes

L'achat de votes reste une préoccupation majeure lors des élections des gouverneurs et des assemblées législatives des États. L'achat et la vente de voix ont prévalu malgré l'avertissement de l'INEC, des agences de sécurité et des agences anti-corruption. Sur le terrain, nos observateurs ont signalé avoir vu EFCC arrêter des personnes impliquées dans

l'achat de votes. Par exemple, l'EFCC a arrêté des personnalités influentes dans les États de Benue et de Kwara.

Cependant, les rapports de nos observateurs indiquent que les électeurs et les politiciens ont joué un rôle important sur le marché de la négociation électorale. Comme nous l'avons observé, la tendance est que les électeurs négocient pour un montant plus élevé et vendent leur vote au parti ayant la capacité de répondre à leur demande. Dans PU 011, Madobi Ward, Madobi LGA, dans l'État de Kano, l'achat et la vente est entre N3 000 et N4 000.

Dans l'UP 02, quartier 4, dans l'état du gouvernement local d'Epe à Lagos, des agents du parti ont été vus écrivant le nom des électeurs censés collecter un montant dérisoire de 1 500 N chacun.

Une autre tendance inquiétante observée est que les partisans du parti dominant déguisés en tant que membres d'un parti plus petit pour acheter des votes pour leurs partis. De plus, nous avons compris que les agents des petits partis étaient incités à acheter des voix pour les plus grands partis.

2 - Problèmes

2.1 Comportement des dirigeants politiques

Au cours des élections d'aujourd'hui, nous avons observé des cas de comportement inapproprié affiché dans les bureaux de vote par différents partis politiques et leurs agents. Par exemple, dans le bureau de vote Kofar Galadiman Dawa de l'administration locale de Katagum dans l'État de Bauchi, nos observateurs ont décrit comment le vice-gouverneur de l'État, Audu Sule Katagum, de l'APC, qui est arrivé en retard et, après avoir voté, a montré son bulletin de vote au public avant de le déposer dans l'urne.

De même, au bureau de vote de Shiyar Majema, dans l'administration locale de Bodinga, dans l'État de Sokoto, des agents d'APC et de PDP se sont affrontés pour des désaccords concernant l'emplacement du e l'isoloir.

2.2 Vote des mineurs

Des observateurs ont signalé des cas de vote des mineurs dans les districts sénatoriaux centraux KanoSouth dans l'État de Kano.

2.3 Arrestation arbitraire, intimidation et harcèlement d'observateurs

Un de nos observateurs a été arrêté et harcelé par des officiers militaires trop zélés S. Atunwa et R. Badamasi, alors qu'il se rendait dans la région de Mile 2, dans l'État de Lagos, pour signaler une protestation du personnel ad hoc d'INEC concernant le non-paiement de leur allocation. Alors qu'il s'acquittait de ses obligations civiques, il a été arrêté par un membre du personnel militaire en se rendant à un poste de contrôle dans la caserne militaire d'Ojo. Bien qu'il leur ait montré ses papiers d'accréditation INEC, il a été accusé à tort d'être un agent du parti. L'observateur a été soumis à un examen et à un interrogatoire inutile. Le personnel militaire a fouillé son téléphone et ses messages WhatsApp. Il a ensuite été relâché après avoir été retardé de plus d'une heure.

Signé par:

Prof. Adele Jinadu, Président du Centre d'analyse d'élection du CDD
Idayat Hassan, la Directrice (CDD)



Centre for Democracy & Development

Centre pour la démocratie et le développement

The Centre for Democracy and Development (CDD) was established in the United Kingdom in 1997 as an independent, not-for-profit, research training, advocacy and capacity building organization

Address

16, A7 Street Mount Pleasant Estate (CITEC), Jabi Airport Road, Abuja.

Phone No

+23492902304

Email

cddabv@cddwestafrica.org

Website

www.cddwestafrica.org